

Cérémonie de remise  
du  
PRIX GUIZOT-CALVADOS 2012  
à  
Pierre MANENT  
pour ses ouvrages

**Les métamorphoses de la cité**  
Essai sur la dynamique de l'Occident  
et  
**Le regard politique**  
Entretiens avec Bénédicte Delorme-Montini

vendredi 19 octobre 2012  
Le Val-Richer à Saint-Ouen-le-Pin

Discours de Monsieur Jean-Léonce DUPONT  
vice-président du Sénat  
Président du conseil général du Calvados

L'honneur me revient aujourd'hui de m'adresser à vous au nom du Conseil général du Calvados au cours de cette cérémonie de remise du prix Guizot-Calvados. Jusqu'à présent cet honneur était dévolu à Anne d'Ornano. Et je me sens presque coupable d'être ici à ce pupitre, à la place qu'elle a si souvent et si brillamment occupée.

Car cela fait bientôt 20 ans (19 ans exactement), Mme Coste le rappelait tout à l'heure, qu'Anne d'Ornano engageait le conseil général à soutenir l'action de l'association François Guizot-Val Richer qui, en hommage à François Guizot et dans la voie qu'avait tracée l'homme d'Etat, souhaitait favoriser les travaux historiques et l'étude du monde contemporain, ainsi que leur diffusion, en récompensant une œuvre récemment publiée ou diffusée, accessible à un large public.

Depuis, neuf personnalités éminentes ont été jugées dignes de recevoir ce prix dont je me félicite qu'il ait maintenant acquis un prestige certain.

Lorsque, quelque temps après que mes collègues m'aient confié la présidence de l'assemblée départementale, Mme Catherine Coste et M. Jean-Claude Casanova ont souhaité me rencontrer et m'ont proposé de poursuivre notre association autour du prix Guizot, j'ai accepté.

J'ai accepté parce que je souhaitais donner une suite à l'initiative de mon prédécesseur ; j'ai accepté parce que je pense qu'il est bon de favoriser autant que possible les réflexions sur notre société, sur notre monde, sur ses valeurs et son avenir ; j'ai accepté parce que je pense qu'il est de notre devoir de défendre par tous les moyens la démocratie et le libéralisme, et qu'un bon

moyen pour ce faire, c'est de mieux les comprendre, les expliquer, les faire connaître.

Vous le savez, le département est également engagé depuis plusieurs années auprès de la ville de Bayeux dans l'organisation du prix Bayeux-Calvados des correspondants de guerre. Cet événement, qui s'est déroulé toute la semaine dernière, connaît un retentissement international. Il veut être un hommage vibrant et populaire à la liberté, à la démocratie et aux droits de l'homme en honorant ceux qui font profession de dénoncer – souvent au péril de leur vie - les atteintes graves à ces valeurs et de témoigner des luttes pour les sauvegarder et les reconquérir.

Je me félicite que nous puissions nous retrouver ici aujourd'hui, paisiblement, dans la magnifique bibliothèque pleine des souvenirs de Guizot, pleine aussi – on peut le dire maintenant - des souvenirs des émouvantes cérémonies de remise du prix créé en son nom qui s'y déroulent tous les deux ans, pleine aussi du souvenir des personnes de grande qualité que nous avons pu y croiser.

Le Val-Richer est un site empreint d'histoire. Histoire d'une abbaye influente qui connut ses grandes heures sous la férule d'un religieux d'exception, Dom Dominique Georges, et qui après un inévitable déclin, est sauvée de la ruine par François Guizot qui s'attache – je le cite - à « ce lieu vraiment beau, d'une beauté à la fois riante et sauvage ». Il l'aménage pour y installer sa famille et faire de la vieille abbaye fondée par Bernard de Clairvaux, le lieu de sa retraite et un foyer intellectuel de premier ordre. Aujourd'hui encore le Val-Richer est toujours occupé par les nombreux descendants de Guizot et demeure un vivant lieu de rencontre des hommes et des idées. Ce moment en est une nouvelle preuve, s'il était besoin.

Le Calvados a finalement compté peu d'hommes politiques de grande envergure. Guizot fut de ceux-là. Député du Calvados, président du conseil général, ambassadeur, ministre et chef du gouvernement, il connut un parcours exemplaire avant de chuter avec la monarchie de Juillet qu'il avait incarnée auprès de Louis-Philippe. Écarté de la vie politique, il n'en continue pas moins à travailler infatigablement à son œuvre littéraire, à ses recherches historiques, à ses réflexions philosophiques et à ses méditations spirituelles.

Ce que je veux retenir de lui, c'est son attachement au Calvados, une de ses « patries » comme le dit Laurent Theis son biographe ; c'est son combat pour le libéralisme (même si le concept a beaucoup évolué depuis et mérite toujours d'être redéfini) ; c'est son action volontariste en faveur de l'éducation, de la culture et du patrimoine historique, en faveur du rapprochement entre les peuples d'Europe.

Tout cela pour dire que le Val-Richer est un haut lieu historique et intellectuel de notre département. Il a aussi cette réputation ancienne que

les visiteurs et les invités y sont particulièrement bien et chaleureusement accueillis ; ce que me confirmait Anne d'Ornano. Ce que je constate...

Le jury placé sous la présidence de M. Casanova vous a choisi comme dixième lauréat, M. Manent, pour l'ensemble de votre œuvre, à l'occasion de la publication quasi simultanée des *métamorphoses de la cité* et de vos entretiens avec Bénédicte Delorme-Montini sous le titre *le regard politique*. J'aurai plaisir à vous remettre dans quelques instants ce prix qui vient couronner une longue réflexion philosophique fondée tout à la fois sur une grande connaissance des auteurs et des mouvements de pensée de l'occident et sur un vrai regard original sur notre histoire. Vous prétendez ne pas avoir d'imagination -il paraît que Guizot en était, lui, totalement dépourvu- mais, comme Guizot, vous prouvez que l'observation et l'esprit d'analyse suffisent à nourrir une réflexion qui vient enrichir et féconder les sciences politiques.

J'avoue humblement n'avoir pas eu le loisir de lire avec toute l'attention que j'aurais souhaité vos publications. De ce que j'en connais, elles me paraissent passionnantes et foisonnantes de réflexions dans lesquelles il faudrait avoir le temps de vous suivre. Toutefois, vous me pardonnerez de le dire, elles restent difficilement accessibles à un large public et je le regrette.

Je le regrette parce que les réflexions que vous engagez sont fondamentales et pertinentes pour comprendre l'itinéraire politique de nos sociétés depuis presque deux millénaires et demi.

Je le regrette parce que le regard que vous portez sur les mouvements des idées et sur l'évolution possible de notre monde contemporain invite à la méditation.

Je le regrette parce que les pistes de réflexion que vous ouvrez devraient être mieux partagées par les acteurs économiques et politiques et à vrai dire par les citoyens que nous sommes tous.

Votre regard est original, disais-je, en ce sens qu'il embrasse toute l'histoire du monde occidental et qu'il confronte à la fois les grands faits et les grands mouvements de l'histoire aux grands maîtres et aux grands mouvements de la pensée. Vous avez retracé, avec cet appareil documentaire impressionnant et cette connaissance remarquée des auteurs, l'itinéraire apparemment singulier d'une gouvernance occidentale, de la cité à la république, puis de la république à l'empire. Vous avez mis en évidence l'émergence de l'idée de Nation.

Nous savons que la théorisation de la vie politique est aussi vieille que notre vie politique elle-même, c'est-à-dire la vie en cité. Dans la cité où la référence n'est plus la famille et la tribu, mais l'intérêt commun aux ressortissants de ladite cité, l'intérêt général, qu'il faut définir, organiser et gouverner.

Les études et les réflexions des lauréats successifs du prix Guizot-Calvados - nous le constatons régulièrement ici même - mettent en évidence que les questionnements sont, au fond, toujours les mêmes. Qui est légitime pour détenir le pouvoir ? Comment celui-ci peut-il être efficace ? Quel modèle

moral et religieux choisir ? Comment concilier les divers impératifs souvent contradictoires entre les aspirations individuelles et les commandements d'ordre religieux, social, militaire, économique ?

Votre réflexion sur ce que vous appelez la « double injonction » - être en même temps le plus égalitaire possible et le plus compétitif possible - est sans doute emblématique de notre société contemporaine. Elle rend bien compte de cette contradiction perpétuelle et de la frustration permanente d'une impossible société idéale protectrice dans laquelle chaque individu pourrait s'épanouir, face à une conjoncture et un environnement en constant mouvement qui obligent à de continuelles remises en question et à une salutaire réactivité.

Cette double exigence est exacerbée sans doute par la crise que nous subissons : crise financière et économique, mais aussi crise des valeurs morales et des repères sociétaux. Crise qui pousse certains vers un repli communautaire, vers des revendications identitaires, vers un individualisme égoïste, parfois vers un rejet radical comme le traduisent de récents et dramatiques faits d'actualité.

L'idée de nation dont vous avez étudié l'émergence et la fortune historique a permis de fédérer des provinces, des duchés, des principautés, des petits états indépendants, dans des entités culturellement plus fortes et surtout politiquement et militairement plus puissantes : les états nation. Malheureusement ces états nation se sont disqualifiés dans les abominables guerres du 20<sup>e</sup> siècle. Nos sociétés du 21<sup>e</sup> siècle sont devenues multiculturelles, multiconfessionnelles et sont à la recherche d'une cohésion.

Nous sommes à l'heure de la mondialisation. Faut-il s'en féliciter ou faut-il le regretter ? Là n'est pas la question. C'est un fait. Il nous faut en tenir compte. Car la mondialisation n'est pas uniquement une affaire de compétitivité économique. Elle véhicule des enjeux considérables en termes de morale et de civilisation. Et je suis d'accord avec vous. M. Manent, pour penser que l'Europe, contrairement à ce qu'imaginent encore trop souvent les européens, n'a plus vraiment une place privilégiée dans un monde en recomposition. C'est flagrant dans le domaine industriel. C'est de plus en plus vrai aussi dans les domaines culturel et moral.

Vous décrivez comment sont en train de se retourner contre l'Occident, et l'Europe en particulier, ses rêves universalistes hérités de l'empire romain et de l'empire de l'église catholique, rêves doublés d'un impératif humaniste issu des religions chrétiennes, des philosophies des Lumières et des grandes idéologies nées au 19<sup>e</sup> siècle

Et chacun de réclamer le droit à la différence, d'exiger la reconnaissance de son identité, des souffrances passées de sa communauté. Les lois dites « mémorielles » votées ces dernières années donnent l'impression que les politiques répondent à des pressions communautaires en prenant la place des historiens. Dans ces conditions, comment transmettre ou construire un

récit national, une mémoire commune à la Nation ? La crise actuelle de l'enseignement de l'histoire témoigne à mon sens de cet affaiblissement du sentiment national. Par quoi le remplacer ?

Car il faut bien se poser la question de la pertinence de nos états nation dans notre monde moderne globalisé, notamment à l'échelle de l'Europe. La création de la monnaie unique fut une bonne chose tant pour les économies de nos pays que pour l'émergence d'une solidarité - encore timide il faut bien le dire - entre partenaires. Toutefois au-delà des vicissitudes de l'euro dans des économies malmenées par une gestion défailante et par la spéculation, peut-on imaginer un avenir à notre monnaie commune sans qu'elle ne s'appuie sur un Etat véritable ?

Et comment faire face à un monde multipolaire dont les nouveaux leaders ne partagent pas forcément les valeurs que nous voulons croire universelles ? J'ai bien relevé la réflexion de Pierre Manent, je cite : « Si l'Europe entend continuer dans l'histoire, elle est devant la nécessité, soit de produire une forme politique inédite, soit de redonner vie aux éléments traditionnels de l'ordre européen, à savoir les vieilles nations d'un côté et la vieille religion de l'autre. »

Pour ma part, je ne crois pas qu'on puisse redonner vie à l'ordre passé, trop souvent idéalisé, et qui par définition n'est plus d'actualité. Les expériences de par le monde qui ont voulu suivre ce mirage se sont toutes révélées apocalyptiques ! Et puis ce serait contraire à la dynamique de l'Occident que vous avez si justement décrite.

Je veux plutôt imaginer l'Europe comme un Etat fédéral, prenant certes en compte les nations anciennes, mais avec une existence politique affirmée et un fond culturel commun. Les résistances sont encore grandes entre les nostalgies identitaires et nationalistes et les tentations au repli sur soi des souverainistes, s'appuyant les uns et les autres sur des ressentiments populistes. Peut être manquons nous encore d'un véritable leadership pour mener à bien cet indispensable et nécessaire chantier. Mais comme le disait Jean Monnet : « L'homme n'accepte le changement que sous l'empire de la nécessité. » Acceptons en l'augure.

Quant à la France, c'est redevenue forte qu'elle pourra contribuer à la construction d'une Europe forte. Nous sommes de plain-pied dans la mise en œuvre d'une réforme territoriale et dans la préparation de l'acte 3 de la décentralisation. Ces réformes sont nécessaires pour donner une nouvelle dynamique à notre vieux pays. Encore faut-il ne pas se tromper et être impartial.

On entend dire sur tous les tons qu'il faut s'attaquer au millefeuille, à l'empilement dispendieux des structures territoriales dont il conviendrait de supprimer des niveaux, au premier rang desquels on désigne souvent les départements. Certes, il est utile de bien délimiter les compétences de chaque collectivité. Mais la métaphore pâtissière du millefeuille donne une

mauvaise image de la réalité. Les collectivités territoriales n'ont pas de pouvoir hiérarchique les unes par rapport aux autres ; elles interviennent en général en se concertant et selon un principe de subsidiarité. Contrairement à ce que l'on voudrait faire accroire, elles se montrent plutôt économes des deniers publics.

Je pense qu'une nouvelle organisation doit s'articuler autour de deux blocs auxquels il faut donner une vraie lisibilité. D'une part le bloc communes, groupements de communes et département, chargés des interventions de proximité et de l'organisation de la vie en commun sur leurs territoires. D'autre part le bloc formé par la région, l'Etat et l'Europe qui doivent être en charge des grandes orientations politiques et des investissements structurants.

Permettez-moi d'évoquer un dernier point : la question de la représentation des citoyens. Vous l'avez souligné M. Manent, il y a toujours eu une véritable question de la représentativité. Guizot lui-même lui a consacré plusieurs essais politiques. Il doit d'ailleurs en partie la chute de son gouvernement à une mauvaise appréciation des aspirations des Français et à son refus de mettre en place le suffrage universel. Organiser la démocratie et gouverner efficacement : « Vaste programme ! » aurait pu dire le Général, qui dut lui aussi, à son tour, affronter cette grave question et qui, dans ses deux fameux discours de Bayeux, jeta les fondements de ce qui allait devenir notre cinquième république.

Le régime parlementaire qu'ont fini par adopter tous les pays occidentaux est régulièrement contesté. On l'a vu au cours du 20<sup>e</sup> siècle. On perçoit actuellement une sorte de fronde antiparlementaire dans plusieurs pays d'Europe confrontés plus durement que nous à la crise. Beaucoup d'électeurs ou de militants doutent de leur pouvoir d'influer sur la marche d'un monde de plus en plus complexe et difficile à appréhender et de peser sur les rouages d'institutions dont les leviers de commande semblent toujours plus éloignés du citoyen. On constate de manière flagrante ce sentiment de frustration et d'impuissance vis-à-vis du fonctionnement actuel des institutions européennes.

Or ce n'est pas le moment de décourager les bonnes volontés ni d'éloigner les citoyens de la chose publique.

Il faut au contraire désarmer les discours fatalistes selon lesquels nous n'avons pas le choix. Que serait une démocratie sans la possibilité de choisir ?

Il faut au contraire conforter les citoyens dans leur capacité d'intervention et de coopération dans la vie quotidienne de leur village, de leur quartier, de leur département.

Il faut au contraire permettre aux plus jeunes d'entrer dans cette vie citoyenne, leur permettre de s'affirmer et leur donner confiance dans leur avenir. C'est ce à quoi je m'attache en proposant au conseil général de mettre en œuvre un schéma d'orientation de la politique du département

vers la jeunesse, en favorisant notamment l'engagement citoyen et en soutenant les initiatives des jeunes.

Je crois que nous serons d'accord, M. Manent, si je dis que nous ne pouvons pas douter de la nature politique de l'homme. Il faut donc offrir à nos concitoyens les clés pour mieux comprendre notre monde et nos sociétés (j'avais souhaité que le prix Guizot-Calvados soit une de ces clés) et leur offrir les moyens de renouveler la démocratie.

Tout en ayant conscience que rien n'est idéal. Ainsi que l'écrivait dans une chronique Mario Vargas Llosa, prix Nobel de littérature : « la démocratie, (c'est) un mode de vie qui ne satisfait complètement personne, mais qui ne frustre personne non plus. »